

Consultation publique n°2020-019 du 9 décembre 2020 relative à la phase de déploiement industriel du projet de conversion du réseau de gaz b

Réponse d'EDF

le 12/11/2021

Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par les ELD gaz et la CRE pour la période ATRD6 des ELD ?

EDF partage les enjeux identifiés par la CRE en particulier celui concernant la nécessité de prendre en compte la baisse tendancielle des consommations. Il est indispensable de réfléchir dès maintenant à une régulation adaptée à une situation de décroissance de l'activité et minimisant les coûts échoués

Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période ATRD6 des ELD ?

EDF est favorable aux grands principes tarifaires proposés par la CRE.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement envisagée pour les ELD de gaz à compter de leur tarif ATRD6 ?

Cette réduction de la durée d'amortissement a été mise en œuvre pour le tarif ATRD6 de GRDF. EDF ne voit pas de raison de différencier la durée d'amortissement entre GRDF et ELD et donc, par souci de cohérence, EDF est favorable à la proposition de la CRE

Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement envisagé des coûts échoués des ELD ?

Lors de la consultation de la CRE relative à l'ATRD6 de GRDF, EDF s'était exprimé en défaveur de la proposition de la CRE de retirer les coûts échoués de l'inventaire des actifs avant la fin de leur durée de vie comptable et préconisait de maintenir la couverture de ces coûts par le CRCP. Cependant, par souci de cohérence avec l'ATRD6, EDF pense préférable de suivre la proposition de la CRE.

Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

Il est essentiel que les opérateurs de réseaux restent incités à la performance économique. A cette fin, ils doivent conserver une partie des fruits de celle-ci mais il devrait être symétrique, c'est-à-dire que les éventuelles moins-values devraient également être intégrées, en partie, au tarif.

Cependant, pour les tarifs ATRT7 et ATRD6, la CRE a retenu un mécanisme asymétrique dans lequel les plus-values sont partiellement conservées par l'opérateur et les moins-values font l'objet d'un examen par la CRE. Par souci de cohérence, EDF pense préférable de suivre la proposition de la CRE.

Question 6 : Êtes-vous favorable au maintien du fonctionnement actuel du CRCP, de l'évolution annuelle et de l'homothétie du tarif des ELD avec le tarif de GRDF ?

Par souci de cohérence avec l'ATRD6, EDF est favorable au maintien d'un plafond d'apurement de +/- 2%.

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le tarif ATRD6 des ELD ?

EDF est favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées pour la régulation incitative des investissements des ELD ?

En général, EDF est favorable à la mise en œuvre de mécanismes incitant les gestionnaires de réseaux à maîtriser leurs dépenses d'investissements. EDF comprend les difficultés à dupliquer le mécanisme mis en œuvre pour GRDF en raison d'un nombre d'affaires limité. Cependant, il paraît indispensable de continuer à suivre les dépenses d'investissements des ELD et EDF est favorable à la proposition de la CRE qui consiste à « *poursuivre les travaux avec les opérateurs pour compléter l'analyse et envisager de maintenir le suivi de coûts unitaires d'investissements dans les réseaux pour ces deux opérateurs* ».

Concernant l'incitation spécifique à GreenAlp, EDF partage la volonté de la CRE visant à maîtriser les dépenses d'investissements dans un contexte de forte baisse des consommations afin de réduire le risque de coûts échoués et in fine alourdir la facture des consommateurs. Cependant, EDF ne connaît pas la nature des investissements de GreenAlp. Si ceux-ci visent à raccorder des nouveaux consommateurs, il semble préférable de ne pas accéder aux demandes d'investissements de GreenAlp.

Question 16 : Privilégiez-vous le maintien, ou la suppression d'un budget de développement du nombre de consommateurs ?

A de nombreuses reprises, EDF s'est exprimé en défaveur de l'existence d'un budget dédié au développement du nombre de consommateurs ou à la promotion de l'usage du gaz et rappelle que :

- il n'est pas du ressort du GRD d'assurer la pérennisation ou le développement d'un portefeuille de clients consommateurs de gaz. Ce sont, en effet, des prérogatives qui touchent au rôle des fournisseurs dans leur relation avec leurs clients et prospects.
- les installations fonctionnant au fioul et au charbon peuvent être remplacées par des installations fonctionnant par une énergie moins carbonée que le gaz. Le gouvernement a récemment supprimé la prime « coup de pouce » lors du remplacement d'une chaudière ancienne ou fonctionnant au fioul par une chaudière gaz individuelle à haute performance énergétique, marquant la volonté du gouvernement de favoriser les énergies renouvelables ou peu carbonées pour le chauffage dans le résidentiel.
- La baisse de la part du gaz dans le mix énergétique est une orientation claire de la politique énergétique, nécessaire pour l'atteinte de la neutralité carbone compte tenu des ressources en biogaz qui seront limitées au regard de la consommation actuelle de gaz fossile. La SNBC est claire à cet égard et la PPE comme la RE2020 déclinent cet objectif. Maintenir un budget spécifique au développement du nombre de raccordements gaz irait donc à l'encontre de cette orientation et de la décision publique.

EDF est donc favorable à la suppression de ce budget mais également à l'introduction dans le CRCP de la part fixe actuellement « hors CRCP » en cohérence avec les orientations de la ministre de la Transition écologique et solidaire.

EDF comprend la volonté de la CRE d'éviter une explosion du tarif du réseau en cas de baisse substantielle des utilisateurs de réseaux. Cependant, cette baisse paraît inéluctable et EDF invite donc la CRE à réfléchir à un mode de régulation adapté permettant d'atténuer l'impact sur le consommateur plutôt que de mettre en œuvre des mesures consistant à retarder l'échéance mais qui pourraient *in-fine* retarder la date d'atteinte de la neutralité carbone.

Question 17 : Le cas échéant, partagez-vous l'orientation de la CRE, qui consiste à retenir le même périmètre d'actions que pour l'ATRD6 de GRDF ?

Comme indiqué précédemment, les installations fonctionnant au fioul et au charbon peuvent être remplacées par des installations fonctionnant par une énergie moins carbonée que le gaz. En effet, toute installation d'un équipement fonctionnant au gaz signifie, pour les décennies à venir, un recours accru à des importations de gaz naturel fossile. Le périmètre proposé par la CRE consisterait à favoriser l'énergie gaz et EDF considère par conséquent comme inéquitable et en contradiction avec l'objectif de décarbonation que des moyens publics soient mis à disposition des ELD pour inciter les détenteurs d'appareils fonctionnant au charbon ou au fioul à les remplacer par des appareils fonctionnant au gaz alors que des appareils fonctionnant avec des énergies renouvelables et/ou bas carbone sont disponibles sur le marché.

ooOoo